

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 12/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ECOAT OPERATIONS

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique Roussillon
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2023-Is066RT
Code AIOT : 0006114460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement ECOAT OPERATIONS implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOAT OPERATIONS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006114460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ECOAT a pour objectif la production industrielle de polymères biosourcés (résines alkydes issues du pin) destinés à l'industrie des peintures et revêtements. Ces produits sont développés dans les laboratoires d'ECOAT situés à Grasse où se situe aussi le siège social de l'entreprise. Le pilote et l'unité de production sont basés sur la plateforme chimique de Roussillon à Salaise sur Sanne (bâtiment F32 utilisé précédemment par RHODIA OPERATIONS pour la production d'oxadiazon). Pour rappel, la capacité maximum de production d'ECOAT est de 30 000 t/an. L'entreprise présente une bonne progression de la production depuis 2015 (15 tonnes en 2015, 400 tonnes en 2018 et environ 1200 tonnes en 2019 et le prochain investissement vise à atteindre les 10 000t/an).

L'entreprise fonctionne en 3x8.

Les produits sont actuellement distribués en France (Leroy Merlin, Castorama), en Belgique et en Suisse.

Sur le plan administratif, le site est classé à Autorisation pour sa fabrication en quantité industrielle de matières plastique de type polymères, et pour la présence de procédés de chauffages utilisant des fluides caloporteurs.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- le risque incendie et de pollution accidentelle lié au stockage de produits inflammables et dangereux pour l'environnement ;
- Le risque d'explosion lié à la perte d'intégrité du réacteur du process.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rétentions
- Fiches de données sécurité
- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection des installations classées formule 6 demandes d'actions correctives (voir ci-dessous).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : L'état des stocks a été vu en inspection. Il se présente sous la forme d'un tableur disponible sur l'intranet du site. Les produits recensés sont les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matières premières ; • Produits finis ; • Produits intermédiaires. <p>Les autres matières stockées (matières combustibles non dangereuses, comme les IBC, cartons, etc...) n'y sont pas recensés. Ce n'est pas satisfaisant, d'autant plus que, lors de la visite terrain, l'Inspection des Installations Classées a constaté un grand nombre d'IBC vides stockés en extérieur (voir annexe photo).</p> <p>Les produits sont référencés en code et les noms commerciaux sont fournis en PDF dans un autre fichier afin d'éviter les piratages et garantir la confidentialité de la recette des produits. Les pompiers ont accès à ces deux documents permettant de décrypter l'état des stocks. Seules les quantités de produits figurent sur cet état des stocks. Ce n'est pas suffisant.</p> <p>De plus, il est à noter que ce constat est partagé par les pompiers, d'après le suivi des actions correctives des exercices POI pour ECOAT. Il y est donc noté, dans les actions correctives proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de "mettre en place un système d'extraction rapide des données afin d'obtenir l'état des stocks des produits présents sur le périmètre d'Ecoat. Cette information devra pouvoir être transmise rapidement à la cellule de crise en cas d'évènement sur le périmètre d'Ecoat." - "d'identifier les produits par typologie de danger (CLP) afin d'identifier les risques en cas d'incendie, dans la mesure où tout est codifié". <p>Ces demandes d'actions correctives datent de l'exercice réalisé en 2021 et n'ont donc toujours pas été mises en place par l'entreprise.</p>
<p>Annexe photographique :</p>  <p><i>Figure 1: Stockage IBC - extérieur du bâtiment</i></p>

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant devra mieux formaliser son état des stocks afin d'y faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • au minimum pour chaque produit et déchet : les mentions de dangers et les rubriques ICPE. • les matières combustibles non dangereuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : <u>1/ Disponibilité des FDS</u> Il a été constaté que le stockage des FDS se fait à la fois sur le serveur de l'entreprise , sur un drive (type sharepoint) disponible depuis une connexion internet et physiquement dans un classeur en version papier. C'est satisfaisant. <u>2/ Format des FDS</u> Plusieurs FDS du classeur ont été analysées par sondage. L'Inspection formule les commentaires suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Certaines FDS sont en anglais (Polygral, Mergal K10 et K9). Les FDS doivent être disponibles dans la langue cible des utilisateurs. Ce n'est pas conforme ; • Certaines FDS ont plus de 3 ans (ex : POLYGRAL 10/02/2014, Mergal K10N 07/05/2015). Les FDS antérieures à 2020 sont considérées comme obsolètes, ce n'est pas conforme. Néanmoins, il semble que les FDS sont à jour sur le serveur (Mergal K10N 04/2022), les fiches format papier ne sont donc pas mises à jour.
Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant devra veiller à ce que toutes les FDS soient disponibles en français et soient les plus récentes possibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois


N° 3 : Etiquetage des produits chimiques	
Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17	
Thème(s) : Produits chimiques, CLP	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.	
Constats : La visite terrain a été l'occasion de vérifier les stockages de différents produits et d'analyser la conformité des étiquettes au règlement CLP. Il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none"> Certaines étiquettes sont en anglais et/ou en chinois (ex : Mergal K10, Mergal K9, isophorone diisocyanate). Ce n'est pas conforme ; 3 fûts en plastique bleu d'une capacité d'environ 200kg chacun de tert-Butyl acetoacetate ont été rangés dans la zone dédiée au stockage de l'IPDI (Isophorone Diisocyanate). Ces fûts n'ont pas été étiquetés selon les règles CLP en vigueur (manque des mentions de dangers, en anglais, pas de pictogramme de dangers... - voir photo en annexe). Ce n'est pas conforme. Pour information, ce produit est inflammable. L'exploitant a signalé ne plus utiliser ce produit depuis plusieurs mois. Certains produits ne sont pas du tout étiquetés (sauf avec le nom utilisé en interne), comme par exemple l'huile de Tall (ou AG01) dans des IBC ou des cuves de stockage – voir photos en annexe. Ce n'est pas conforme. 	
Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant doit étiqueter correctement tous ses produits selon la réglementation européenne. Un <u>exemple</u> d'étiquette est donnée ci-dessous.	
	<p>Nom, adresse et numéro de téléphone du fournisseur</p> <p>Identification du produit</p> <p>Pictogrammes de danger</p> <p>Mention d'avertissement</p> <p>Mentions de danger</p> <p>Infos additionnelles EUH</p> <p>Conseils de prudence</p>
Annexes photographiques :	



Figure 3: Etiquetage des fûts de tert-butyl acetoacetate



Figure 2: Cuve d'huile de tall non étiquetée

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite terrain a permis de vérifier la présence et le volume des différentes rétentions sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les liquides inflammables sont stockés dans une zone dite "A1". Cette zone est reliée à une rétention extérieure d'une capacité de 80m³. Au vu de la quantité et la diversité des contenants, l'Inspection n'a pas pu vérifier que le volume stocké sur la zone A1 est conforme. Il est à noter que : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Cette rétention extérieure permet aussi de gérer les déversements accidentels qui seraient liés au dépotage ; ◦ Dans l'EDD du site datant de novembre 2016, il est signifié que cette rétention extérieur a un volume de 96m³ (contrairement aux 80 m³ discutés en inspection). • Les produits dangereux stockés dans les autres zones sont sur des rétentions mobiles. C'est satisfaisant. • Contrairement à ce qui est indiqué dans le plan du site fourni par l'exploitant et datant du 01/03/2022, il a été constaté que deux cuves étaient utilisées pour le stockage d'huile de Tall et de colophane. L'exploitant a signalé que chacune de ces cuves avaient une capacité individuelle de 67m³ de produit. Or, elles sont associées à une même rétention d'une capacité de 60m³ (d'après le plan). Ce n'est pas satisfaisant.
<p>Demande d'action corrective n°4 : L'exploitant devra garantir que le volume de toutes ses rétentions permet de respecter les règles définies dans l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Il devra notamment réaliser des mesures afin de déterminer le volume exact de ses rétentions.</p> <p>A noter qu'à compter du 1er janvier 2026, la rétention déportée extérieure associée aux récipients mobiles de liquides inflammables devra respecter l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 c'est à dire avoir un volume minimal au moins égal à la capacité totale des récipients de LI autorisés majoré des eaux nécessaires à l'extinction et des eaux liés aux intempéries.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois



N° 5 : Rétention des produits chimiques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Constats :</p> <p>L'état général des différentes rétentions a été vu en inspection. Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> La rétention extérieure est dans un état moyen d'entretien (traces de coulure et de rouille, eau stagnante) ; La rétention liée aux cuves de dépotage de l'huile de Tall* et du colophane ne semble pas être entretenue régulièrement (voir photos en annexe) : <ul style="list-style-type: none"> Présence de nombreux objets dans la rétention, comme des palettes, des gravats, des sacs plastiques, etc... ; Traces d'une fuite de produit : l'exploitant a signalé que, le 1er mars 2023, un débordement par le trou d'homme s'est produit lors d'un dépotage d'huile de Tall, déversant du produit dans la rétention. Le nettoyage n'avait pas été engagé par l'exploitant le jour de l'inspection. <i>*Pour rappel, l'huile de Tall (matière première issue des conifères utilisée dans le procédé de fabrication des peintures bio-sourcées) n'est pas un produit considéré comme dangereux mais il est irritant.</i> Une rétention contenant la cuve de la chaudière thermique est remplie de liquide non identifié par l'exploitant qui l'a qualifié d'"historique".
<p>Annexes photographiques :</p> <div>   </div> <p>Figure 5: Rétention des cuves d'huile de tall et de colophane</p> <p>Figure 6: Rétention extérieure (stockage des produits inflammables et dépotage)</p>



Figure 7: Rétention de la cuve - chaudière

Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant devra nettoyer ses rétentions et veiller à maintenir leur bon état général. Ce point sera examiné à la prochaine inspection et pourra faire l'objet de sanction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : Comme expliqué dans le constat précédent, des traces de fuite d'huile de Tall ont été constatées dans la rétention de la cuve associée. L'exploitant a signalé que, le 1er mars 2023, un débordement par le trou d'homme s'est produit lors d'un dépotage d'huile de Tall, d'un camion contenant 25m³ de produit. Cela s'est expliqué car :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La cuve (67m³) était déjà remplie de 45m³ de produit lors de l'opération de dépotage ; • La cuve ne possède pas de mesure de niveau. Ce n'est pas satisfaisant. <p>Suite à l'incident, le surplus d'huile de Tall a été mis dans des IBC (non étiquetés, voir constat n°3). La seconde cuve associée à cette rétention contient du colophane (résine combustible). Cette cuve possède une mesure de niveau. C'est satisfaisant.</p>
Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant devra mettre en place une mesure de niveau sur tous ses réservoirs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois